

PREFECTURE DE LA REGION AUVERGNE

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE LA REGION AUVERGNE

ARRETE

portant création d'une zone de protection du patrimoine architectural,
urbain et paysager à LAVAUDIEU (Département de la Haute-Loire)

*Le Préfet de la Région Auvergne
Préfet du Puy-de-Dôme*

VU le code de l'Urbanisme,

VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques,

VU la loi du 2 mai 1930 modifiée ayant pour objet de réorganiser la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, notamment en ses articles 69 à 72,

VU la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages,

VU le décret n° 84-304 du 25 avril 1984 relatif aux zones de protection du patrimoine architectural et urbain,

VU le décret n° 84-305 du 25 avril 1984 relatif au Collège régional du Patrimoine et des Sites,

VU la liste des monuments classés au titre de la loi du 31 décembre 1913 :

- Eglise (cl. M.H. : liste de 1862)
- Ancienne Abbaye - Cloître (cl. M.H. : liste de 1862) - ancien logis de l'Abbesse (cl. M.H. : 20 décembre 1966) - ruines des bâtiments abbatiaux (cl. M.H. : 10 janvier 1959) - réfectoire orné de peintures murales (cl. M.H. : 19 avril 1932).

VU la liste des monuments inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques :

- Ancienne Abbaye - ruines des bâtiments abbatiaux situés sur la parcelle n° 216 appartenant à la famille Flotte (Inv. M.H. : 3 mars 1958)
- Croix en fer forgée datée de 1779, sur la place principale (Inv. M.H. : 11 juin 1930).

VU la liste des sites inscrits au titre de la loi du 2 mai 1930 :

- Ensemble formé par le bourg et la vallée de la Sénouire (S. Insc. : 30 novembre 1979).

VU l'arrêté du Préfet de la région Auvergne en date du 1er juin 1987 portant création du Collège Régional du Patrimoine et des Sites,

VU la délibération du conseil municipal de LAVAUDIEU en date du 11 janvier 1993 décidant la mise à l'étude d'un projet de zone de protection du patrimoine architectural et urbain,

VU l'avis du conseil municipal de LAVAUDIEU en date du 6 juin 1994 donnant un avis favorable au projet ZPPAUP,

VU l'arrêté du 12 juillet 1994 du Préfet du département de la Haute-Loire soumettant à enquête publique le projet de zone de protection du patrimoine architectural et urbain, dont le dossier comprend un rapport de présentation, l'énoncé des règles applicables ainsi que des documents graphiques,

VU les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 27 octobre 1994,

VU l'avis du Préfet du département de la Haute-Loire en date du 1er décembre 1994,

VU l'avis du Collège Régional du Patrimoine et des Sites en date du 9 décembre 1994,

VU l'accord du conseil municipal de la commune de LAVAUDIEU en date du 27 mars 1995 sur le dossier qui lui a été transmis par le Préfet de la région Auvergne,

Sur proposition du Secrétaire Général des Affaires Régionales :

AR R E T E

Article 1 : Il est créé sur la commune de LAVAUDIEU, département de la Haute-Loire, une zone de protection du patrimoine architectural et urbain.

Article 2 : La délimitation de la zone de protection mentionnée à l'article 1 ci-dessus est déterminée par les documents graphiques annexés au présent arrêté.

Article 3 : Les prescriptions particulières applicables à la zone de protection mentionnée à l'article 1 ci-dessus sont définies dans le règlement annexé au présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre de l'Equipeement, des Transports et du Tourisme, sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de département et mention sera faite dans deux journaux du département.

Article 5 : Le dossier est consultable à la mairie de LAVAUDIEU, à la Préfecture de Région et à la Préfecture du Département.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié au Préfet du Département et au Maire de la commune intéressée qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution.

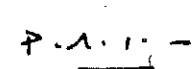
Fait à Clermont-Ferrand, le 29 MAI 1995

Le Préfet de la Région Auvergne

Pour Ampliation
Pour le Préfet
Le Chef de Bureau



Chantal PASCAL


Patrice MAGNIER